

Gestion de l'Entreprise

Chapitre 1: Introduction

Mot de passe moodle : GE2A

Examen consiste en des exercices d'application et des questions de cours. Colle le 6 décembre : 50% de la note finale. Exposé au cours de l'année, QCM réguliers à la fin de chaque grand thème, bonus ou malus de 1 point pour le comportement et la participation en cours. Conférence de méthode coefficient 4.5.

Cf photo pour plan du chapitre

I. Les entreprises

A. Définition

Elles sont **définies** par l'**INSEE** :

« *unité économique, juridiquement autonome dont la fonction principale est de produire des B ou des S pour le marché* ».

On retrouve l'idée qu'on va mobiliser des moyens humains, financiers, matériels de manière à pouvoir produire et vendre un produit ou un service sur un marché. On a cette double activité de production et de vente qui va définir l'objet des entreprises.

Il existe un autre trait commun qui n'est pas cité dans la définition : l'objectif des entreprises c'est de créer de la valeur. D'où cette notion de valeur ajoutée. Il présente une importance car c'est la condition de leur survie: les entreprises qui n'arrivent pas à générer du profit sont condamnées à plus ou moins long terme.

B. Pourquoi les entreprises existent-elles?

Ce sont des acteurs presque naturels de notre quotidien. Dans la théorie économique jusque dans les 60s, l'entreprise n'était pas véritablement un objet d'étude. La firme est assimilée à un agent individuel: le producteur. **Elle occupait une place marginale dans la théorie économique.**

C'est plutôt à partir des 70s que l'entreprise va devenir pour les économistes un objet propre d'analyse et on va développer l'économie d'entreprise. Cela va être permis par la redécouverte d'un article fondateur de **Ronald Coase** (1937) : *Nature of the firm.*

Il soulève la question de ce qu'est une entreprise et pourquoi elle existe. Il affirme **deux idées majeures** :

- **L'entreprise est un mode de coordination alternatif au marché** —> sur le marché la coordination se fait par un système de prix alors que dans la firme on a une coordination dite hiérarchique, bureaucratique. Cette organisation peut selon lui être préférable au marché car la théorie économique standard ignore les coûts de transaction. Les coûts de transaction peuvent être supérieurs aux coûts d'organisation c'est pour ça que l'organisation intrafirme peut être favorable **pas besoin d'embaucher tous les matins un nouveau salarié.**

L'entreprise a intérêt à se développer jusqu'à ce que les coûts d'organisations internes excèdent les coûts de transaction externes.

Oliver Williamson (1975) poursuit cette réflexion et va réfléchir à la taille optimale des entreprises. Au-delà d'une certaine taille on est sur des coûts d'organisation qui peuvent être très importants. Pour autant **certaines entreprises atteignent des tailles absolument gigantesques.**

Walmart 2.3 millions d'employés dans le monde. En FR c'est carrefour.

Qui a le plus grand chiffre d'affaire encore Walmart: 510 milliards de \$ de CA. En FR c'est Total avec 200 milliards d'€ de CA.

Apple est sur la 1ère marche du podium sur la capitalisation boursière = valeur de l'entreprise. Apple est valorisé fin 2020 à 1886 milliards de \$, en FR LVMH 206 milliards d'€.

C. Les entreprises en FR: quelques aspects factuels

1. Démographie des entreprises

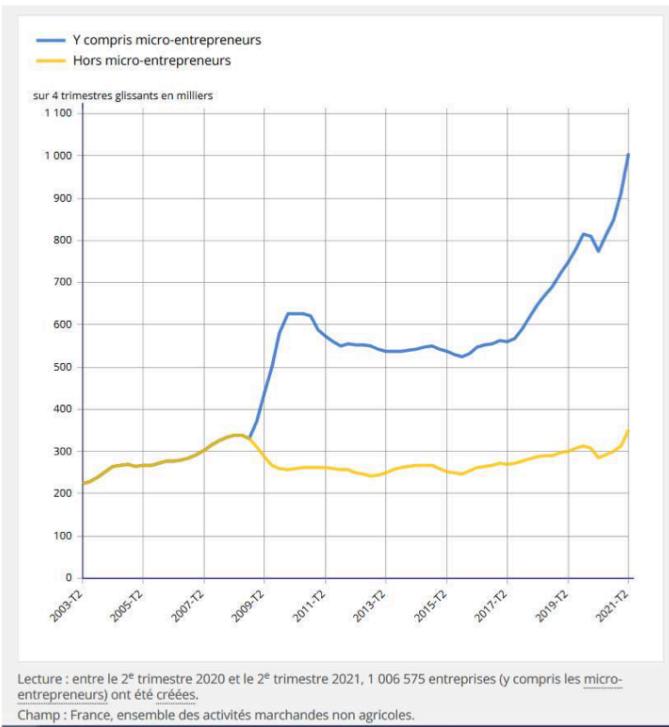
- La vie...



ETP= Équivalent Temps Plein

Ce CA n'est pas également réparti il y a quelques entreprises qui font de très gros CA et les autres se répartissent le reste.

• La naissance...



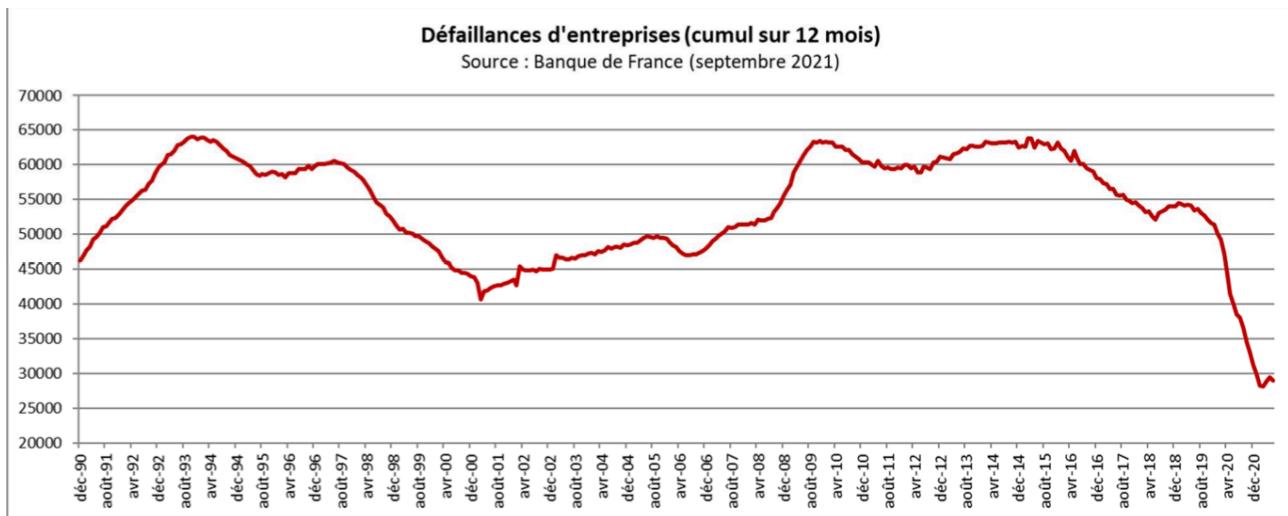
Chiffres de l'INSEE

Trend dynamique en terme de création des entreprises depuis les dernières années. Le statut du micro entrepreneur connaît un succès extrêmement important il constitue la majorité des créations d'entreprises aujourd'hui.

2020 : 848 200 créations d'entreprise (+4% / 2019).

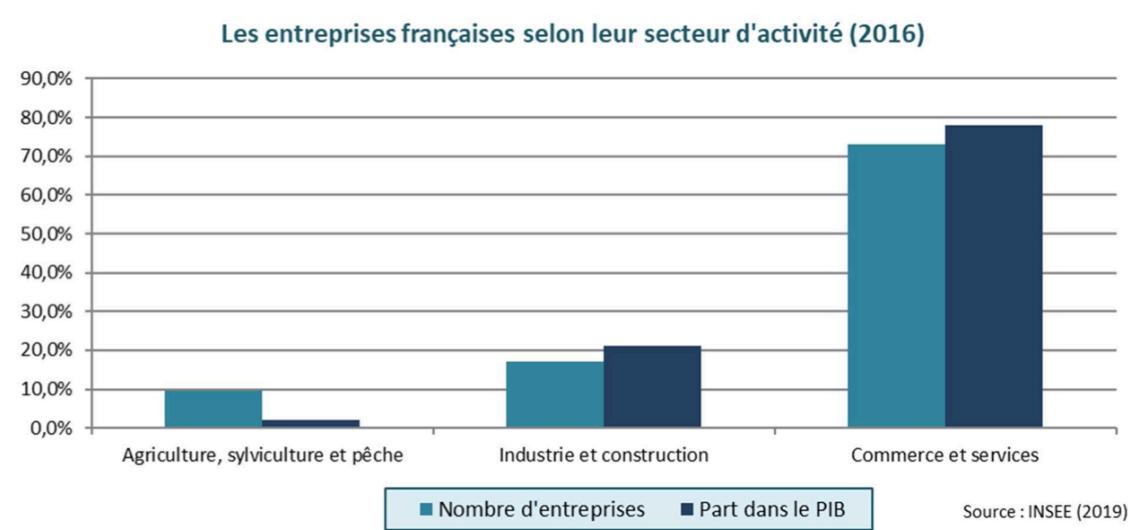
• Et la mort...

2020: 31 290 défaillances



Les défaillances diminuent quand l'activité économique est en développement et augmentent quand il y a une phase de récession. Trend descendant pour les dernières années, 2020 est une année spéciale pour les défaillances grâce à l'État avec les plans de soutien des entreprises.

2. Secteur d'activité



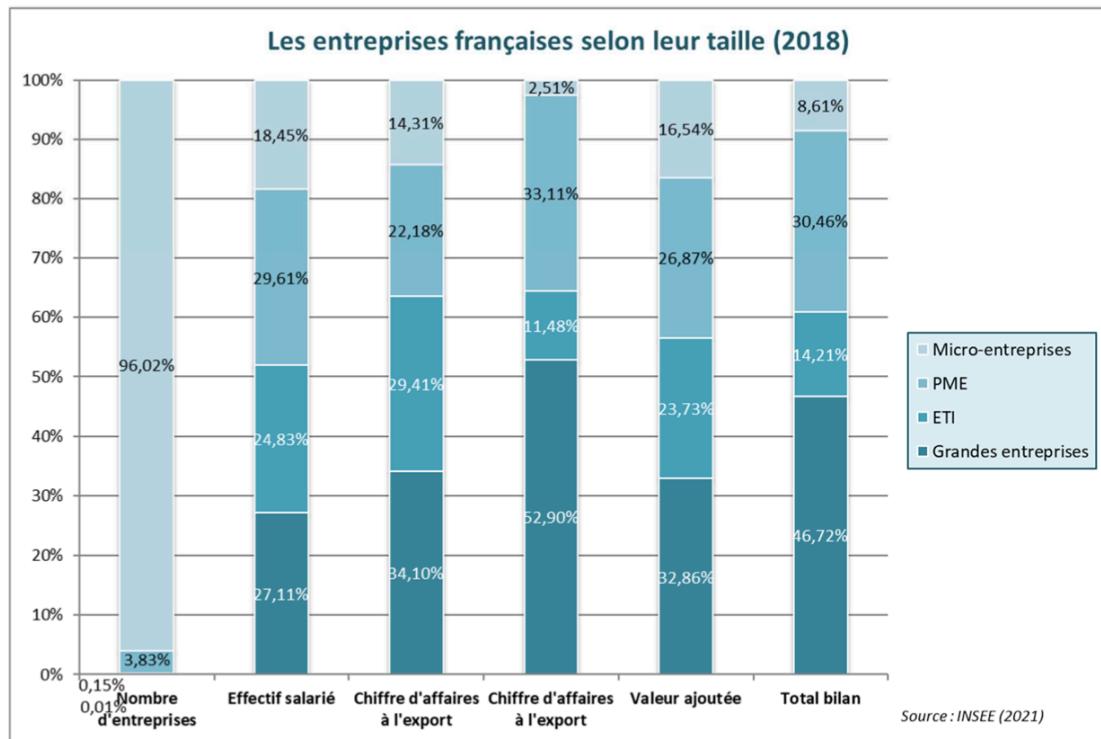
Secteur primaire qui a fortement régressé, l'agriculture représente 10% des entreprises et du PIB. L'économie est devenue une économie très largement de services bien que la désindustrialisation inquiète aujourd'hui. Le secteur tertiaire représente 80% de l'éco.

3. Taille des entreprises

Le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 est la transposition d'une directive européenne qui distingue 4 catégories de taille d'États :

	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises (PME)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	Grandes entreprises
Nombre de salariés	< 10 salariés	< 250 salariés	< 5000 salariés	≥ 5000 salariés
Chiffre d'affaires et total du bilan	CA < 2 Millions € ou Bilan < 2 Millions €	CA < 50 Millions € ou Bilan < 43 Millions €	CA < 1,5 Milliards € ou Bilan < 2 milliards €	CA ≥ 1,5 Milliards € et Bilan ≥ 2 milliards €
Nombre en 2018	3 675 617	146 497	5 641	265

Elles sont déterminées selon 3 critères: le nombre de salariés, le CA et total du bilan. Les grandes entreprises de + de 5000 salariés ne sont que 265 les ETI 5600, le gros du bataillon c'est les micro entreprises avec moins de 10 salariés.

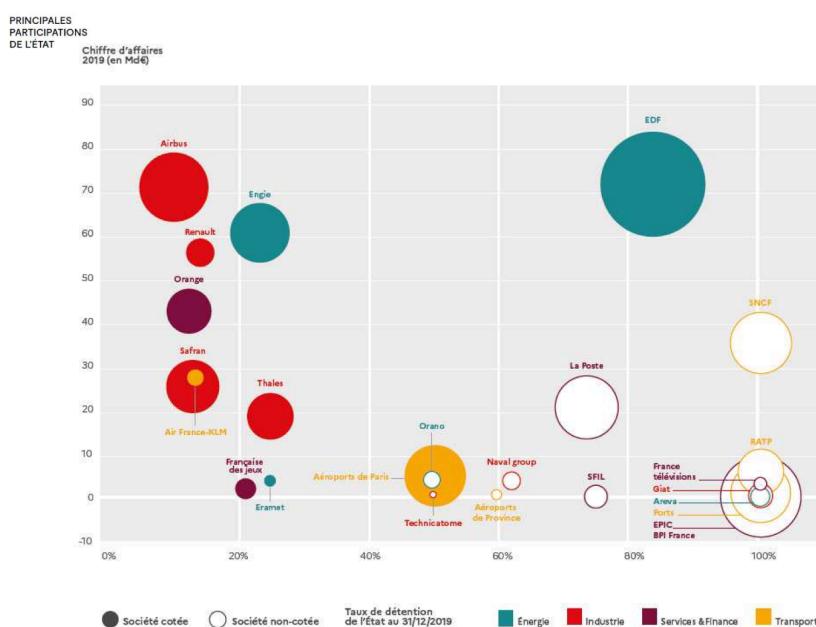


Tout ça se transfert dans un certain nombre d'indicateurs. Les grandes entreprises à elles seules emploient 1/4 des salariés du privé, elles réalisent 1/3 du CA, 1/3 à l'export les exportations reposent principalement sur ces entreprises.

4. Aspects juridiques

A. Entreprises à but lucratif et non lucratif

On va se focaliser sur les entreprises à but lucratif mais il en existe aussi à non lucratif : cas des coopératives, des fondations, des mutuelles on en trouve beaucoup dans les banques et les assurances. Mais **il y a également ce qu'on appelle les entreprises publiques**. En 2020 l'État contrôle directement 85 sociétés françaises par le biais de ces dernières et de leurs filiales il contrôle au total 1751 sociétés françaises, qui emploient 778 000 salariés.

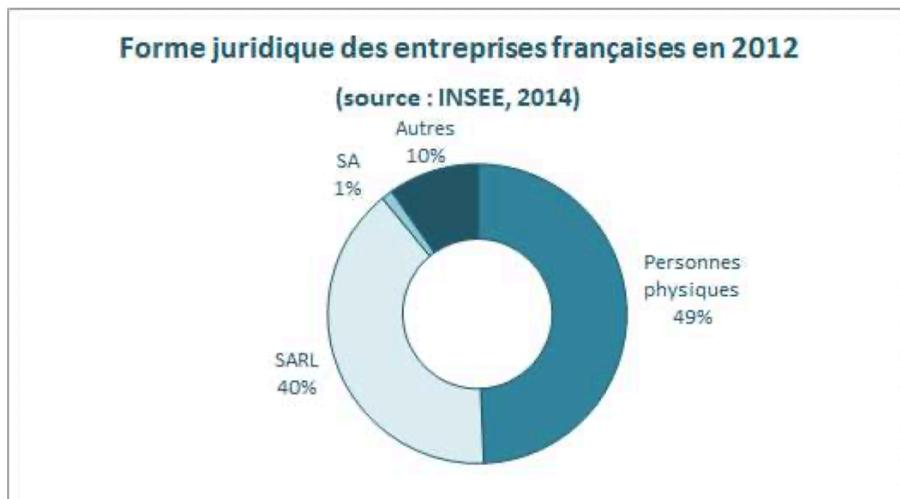


Graphique issu de l'agence des participations de l'État s'occupe des intérêts de l'État actionnaire. En couleur ce sont les sociétés cotées, en blanc ce sont les sociétés non cotées elles appartiennent à l'État et les chiffres ne sont pas cotés en bourse. Plus le cercle est grand plus elles sont importantes. Axe des abscisses c'est le taux de détention de

l'État. Mouvement de privatisation car ça permet de faire rentrer du cash dans le budget de l'État aujourd'hui. La FdJ a été privatisée l'année dernière mais on se prive de revenus à long terme.

B. Entreprises individuelles et sociétés

Parmi les formes juridiques des entreprises on va faire une distinction entre les entreprises et les sociétés.



En 2012 la moitié étaient des entreprises individuelles 49% et l'autre étaient des sociétés. Ça change beaucoup de choses notamment en matière de gestion fiscale et patrimoniale.

Entreprises individuelles :

Elles sont détenues et gérées par une seule et même personne. Les personnes physiques et morales sont confondues donc pas de personnalité juridique.

Les atouts: simplicité de création, pas de formalisme mais il y a des inconvénients car une absence de séparation entre l'entreprise et l'entrepreneur (responsabilité illimitée et succession) —> pas de séparation patrimoniale. Quand il meurt l'entreprise meurt aussi donc difficultés en terme de continuité de l'activité. Forme classique de très petites entreprises (commerçants, artisans, professions libérales, exploitants agricoles)

La société est une entité dotée de la personnalité juridique personne morale donc autonome de la personne qui l'a créée. Les SA (Société Anonymes) sont les plus visibles car c'est la forme des grandes entreprises. On a aussi les SARL,EURL (Société à Responsabilité Limitée), SAS,SASU (Société par Action simplifiée —> se développe en ce moment).

<http://dessinemoileco.com/statut-juridique-entreprise/>

C. Responsabilité des propriétaires

C'est ce qui va changer dans le cas des **entreprises individuelles** les propriétaires sont responsables des dettes de l'entreprises sur leurs biens propres donc on parle de **responsabilité illimitée**. On peut saisir tout ce qu'il possède. Exemple entreprises individuelles et SNC (=Société en Non Collectif) c'est rare car cela implique pour ceux qui la créent.

Pour les sociétés la responsabilité des propriétaires est limitée à leur apport(c'est le capital social de l'entreprise, il est égal à la perte maximale et le patrimoine personnel est protégé) : **entreprises à responsabilité limitée**. Exemple : SARL et SA

D. Les organes de décision (exemple de la SA)

Savoir quels sont les organes de décision. Qui a le pouvoir? Qui décide de quoi? Qui nomme qui?



On va l'étudier dans la gouvernance d'entreprise.
3 organes importants dans la vie de la société :

-les **actionnaires** ce sont les proprio de l'E. Le fait de posséder des actions donne deux types de droit: pécuniers on a le droit de toucher des dividendes mais on a aussi des droits politiques —> à chaque action est associé un droit de vote donc plus on a d'actions plus on a de pouvoir dans le vote. Ces

actionnaires sont **réunis dans l'Assemblée générale**: réunion qui a lieu une fois par an et qui peut aussi se réunir de façon extraordinaires quand de grandes décisions ponctuelles doivent être prises —> modifications des statuts de l'entreprise, pour approuver une fusion,...

-Comme elle ne se réunit qu'une fois par an on va demander à l'**organe du Conseil d'Administration** de représenter les intérêts des actionnaires —> ils vont déléguer à ces représentants le contrôle de la bonne gestion de l'entreprise et le fait de veiller au respect de leurs intérêts. Entre 3 et 18 administrateurs selon la taille de l'entreprise peuvent représenter les grands actionnaires, les salariés,... Il va contrôler le travail du directeur et va valider les grandes orientations stratégiques.

-Ce CA a notamment pour fonction de désigner **le DG qui est parfois PDG** càd qu'il est président du CA et directeur de l'entreprise. C'est lui qui va assurer au quotidien la gestion de la société et agir en son nom. Il est aussi parfois l'actionnaire principal: cas avec LVMH.

II. Qu'est-ce que la gestion?

A. La gestion : de la pratique à la science

On va se positionner plus sur la gestion d'entreprise mais il y a pas mal de choses communes quelle que soit l'entité que l'on va être emmener à gérer.

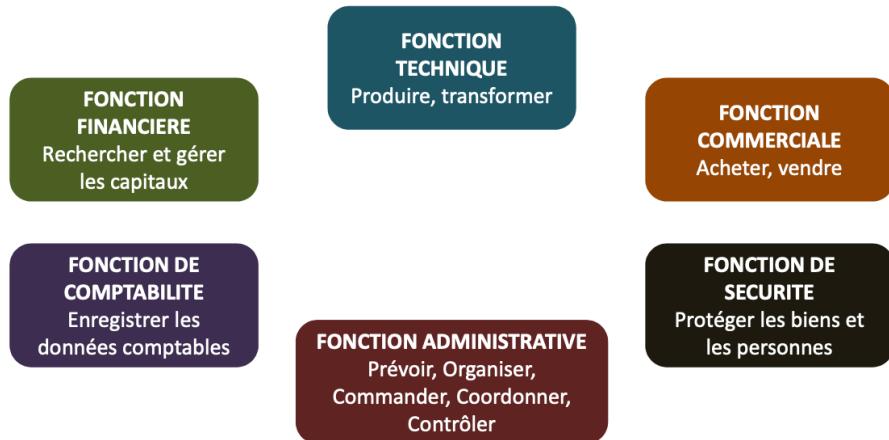
Définition: la gestion est la pratique et science du gouvernement des organisations et plus particulièrement des entreprises.

- **Dimension empirique prégnante** : apporter des réponses concrètes aux problèmes qui se posaient dans la gestion des entreprises. On assiste à un passage d'une économie artisanale à industrielle.
- **C'est ce qui a suscité son développement: la R° industrielle.** Produire à grande échelle conduit à de nouvelles modalités de gestion : une organisation plus scientifique de la production —> les artisans vont laisser la place à des ingénieurs. Nécessite aussi une meilleure main d'oeuvre, de meilleures formations car il y a des besoins en K humain. Cet essor engendre des besoins en apports financiers extérieurs.
- **Nécessité de rendre compte car emprunts extérieurs** : l'entreprise doit être capable de payer des intérêts ou de verser des dividendes. Cela impose la tenue d'une comptabilité rigoureuse.
- **On va aussi voir se développer la logistique.** Avec la R° industrielle on voit des entreprises apparaître qui ont déjà toutes les caractéristiques des entreprises modernes : production à grande échelle, besoin d'une main d'oeuvre qualifiée, question d'acheminement de la production, financement extérieur.
- **Les 1ers gestionnaires sont des dirigeants d'entreprises:** comme Ford. Ils se sont appuyés sur le concept de management scientifique : organisation scientifique du travail. Ce sont eux qui se sont intéressés à la gestion de l'entreprise en cherchant à accroître leur productivité.

B. Disciplines de la gestion

Aujourd'hui c'est une discipline académique qui est enseignée. Le premier cours a eu lieu il y a 110 ans et fut prononcé à la Harvard Business School. On peut maintenant parler d'une science mais ça reste une science appliquée donc dimension empirique très forte.

C'est une discipline multifacettes: contient des champs variés. **Mis en évidence par Fayol** dès 1916 qui a mis le doigt sur cet aspect et qui a cherché à définir des grandes fonctions dans l'entreprise.



Toutes ces fonctions sont extrêmement interdépendantes. **Porter** développe le concept de chaîne de valeur : pour que l'entreprise puisse véritablement fonctionner et atteindre ses objectifs il apparaît nécessaire de coordonner les activités. **Idée de maillon faible** si une des ces fonctions « casse » la chaîne ne peut pas fonctionner.

1. Produire dans des conditions optimales : la gestion de P°

Rôle de la fonction de production : produire les quantités demandées par les clients en temps voulu, à un coût et un niveau de qualité déterminés.

Gestion de Production: On va organiser les facteurs de production et cette discipline est aussi en **lien avec la logistique** —> s'assurer que les matières premières arrivent en nombre suffisant, gérer les approvisionnement, les stocks, et la production ensuite la distribution. Tout ça c'est le travail de la logistique. À long terme il y a une planification de la production: travailler avec le service commercial pour anticiper la demande future. À court terme on doit gérer le planning de production en prévoyant notamment les volumes à produire.

2. Connaitre le marché et les moyens de l'influence : le marketing

Aucune entreprise ne peut survivre durablement sans vendre ses produits, càd sans satisfaire les besoins des consommateurs auxquels elle s'adresse. **C'est le rôle de la fonction marketing** : repérer ces besoins et mettre au point les moyens de les satisfaire de façon rentable.

Aujourd’hui les entreprises doivent faire des efforts pour convaincre les consommateurs d’acheter leurs produits → moment où le marketing s’est développé : prise de conscience que le client devait être au centre des préoccupations des entreprises. Pour vendre il faut apporter une satisfaction au client, le mettre au centre du processus. On parle de **modèle gagnant/gagnant**.

Le but du jeu est de rentrer dans la tête des consommateurs. Il y a une double exigence avec une **phase analytique**: comprendre le comportement du consommateur de sorte à concevoir des produits permettant de répondre aux besoins de ces consommateurs. Puis une **phase opérationnelle** : agir sur le marché par des actions pour promouvoir l’offre de l’entreprise (communiquer avec des publicités) et enfin distribuer ce produit dans le bon magasin, choisir la meilleure politique →

Produit - prix - communication - distribution = « marketing mix »

3. Concevoir une politique générale de l’entreprise : la stratégie

Stratégie: art de conduire la guerre terme qui a une origine historique. Notion de compétition aujourd’hui présente dans la stratégie de l’entreprise.

Se retrouve dans la définition de Porter (1985) : **la stratégie consiste à définir les orientations générales permettant à l’E de détenir un avantage concurrentiel durable**.

Phase d’analyse : diagnostic externe - notre position sur le marché quelles forces? Quelles faiblesse? Quelle demande? Comment y répondre.

On choisit les stratégies pertinentes puis une fois qu’on a décidé de ce qu’on faisait on met en oeuvre.

Le management stratégique consiste donc à réaliser :

- **La synthèse des informations pertinentes** (diagnostic interne de l’entreprise, analyse concurrentielle du marché)
- **Les choix de stratégies pertinentes** (ex : diversification ou spécialisation, différenciation des produits)
- **La mise en oeuvre de la stratégie** (développement, choix organisationnels)

4. Transcrire l’activité et le patrimoine de l’entreprise : la comptabilité

Rendre compte à toutes les parties prenantes des performances de l’entreprise.

Mémoire écrite enregistrant toutes les opérations qui engagent l’entreprise vis à vis des tiers.

Objectif : fournir les informations permettant aux dirigeants de l'entreprise et aux acteurs extérieurs (investisseurs, administration) d'apprécier les performances des entreprises. L'objectif est de produire des documents qu'on appelle des états de synthèse qui traduisent les performances de l'entreprise.

5. Réunir les K et contrôler leur emploi : la finance

Fonction financière : responsabilité du financement de l'entreprise. Traditionnellement la mission du directeur financier est de réunir les ressources financières. Il va être l'intermédiaire entre l'entreprise et les apporteurs de capitaux: actionnaires, banquiers, marchés financiers.

Mais ces apporteurs de capitaux ont des **exigences de comptabilité**, ils veulent un retour sur investissement percevoir des intérêts donc l'entreprise doit avoir la capacité de lui payer. Suffisamment rentable pour lui payer.

On verra que le directeur financier va être à la fois préoccupé par la rentabilité mais aussi la solvabilité financière —> gestion financière.

Deux sous disciplines en finance :

- Finance d'entreprise : décisions de financement et d'investissement et conséquences sur la valeur de l'entreprise. Il existe aussi le diagnostic financier.
- Finance de marché : étude du fonctionnement des marchés financiers, évaluation des actifs financiers, analyse du risque.

6. Mobiliser les hommes et les organiser : la gestion des ressources humaines

Problématiques traitées par la gestion des ressources humaines :

-Gestion des emplois (politique de recrutement, de licenciement)

-Gestion du personnel existant (politique de formation, de promotion, politique de rémunération)

-Prévision des besoins futurs en compétences de l'entreprise (gestion prévisionnelle des ressources humaines)

-Gestion des relations professionnelles (dialogue social)

Chapitre 2: Introduction à la comptabilité générale

I. Objectifs et outils de la comptabilité

B. Le rôle de la comptabilité

La comptabilité générale est un outil technique qui permet à une entreprise de classer et totaliser, en unités monétaires, suivant un procédé et une forme définie par la loi, toutes les opérations qu'elle réalise avec les différents agents du monde économique.

En FR, elle est essentiellement à objectif fiscal. La déclaration se matérialise sous forme de documents qu'on appelle une **liaisse fiscale**.

Il s'agit d'un système où on va organiser l'information financière et qui permet :

- d'enregistrer et de classer les transactions des entreprises par nature
- d'obtenir les états de synthèse permettant de refléter à la fois le patrimoine de l'entreprise et le résultat de l'entreprise càd sa capacité à dégager des bénéfices.

Les services comptables sont importants à la fois à l'interne (permet à l'entreprise de savoir où elle en est : ce qu'elle doit aux autres, ses dépenses,...). **Ils ont aussi une fonction externe** puisqu'ils vont fournir des informations sur l'entreprise à des parties prenantes extérieures mais qui ont un intérêt comme des actionnaires potentiels + avant de faire un crédit à un entreprise on peut aussi chercher à savoir si elle est prospère financièrement. **Permet aussi à l'entreprise de remplir ses obligations fiscales.**

B. Les branches de la comptabilité

La comptabilité générale : celle qui vient d'être définie. Elle saisit les flux externes à l'entreprise.

Deux autres sous disciplines existent :

- **La comptabilité analytique** : microéconomie appliquée à de la comptabilité. Analyse des coûts de P° et des prix de revient de chaque produit ou de chaque secteur d'activité. Permet par exemple de déterminer la politique de tarification pour que l'entreprise soit rentable : $\text{prix} > \text{coût de P}^{\circ}$.
- **La comptabilité prévisionnelle et contrôle de gestion.** Service en soi dans les entreprises qui a pour but à la fois d'établir une comptabilité prévisionnelle : des

budgets prévisionnels de l'entreprise et puis de **comparer les performances réelles avec ce qu'on avait prévu** —> en général il y a des écarts. L'objectif du contrôle de gestion est d'analyser ces écarts et d'en trouver les raisons qu'on ne maîtrise parfois pas (*crise du covid par exemple*) mais sur lesquels on peut parfois agir.

C. Le plan comptable général

C'est l'outil de la normalisation et une normalisation qui date en FR. **Edit 1673** rend obligatoire la tenue des comptes en FR. Pour ce qui est de la normalisation plus moderne c'est en **1947** que les choses se mettent en place avec **l'élaboration du premier plan comptable général (PCG)**.

Répond à la volonté de l'E d'avoir des informations homogène pour piloter l'économie en ayant des informations sur la création des richesses. Ce PCG est tout un ensemble de règles qui vont s'appliquer, d'instructions que vont suivre les comptables pour exercer de manière rigoureuse leur mission. Actuellement nous sommes soumis au PCG 1982.

L'Autorité de Normes Comptables (ANC) est la grande instance réglementaire en matière de comptabilité.

La dernière modification du PCG remonte à 2014.

II. Patrimoine et activité de l'entreprise

- Objectif de l'entreprise : créer de la richesse en exerçant son activité.

Une des finalités de la comptabilité est de mesurer cette création de richesse. On espère qu'il y ait création de richesse = bénéfice donc enrichissement. Sinon on mesure l'appauvrissement (perte) de l'entreprise.

1ère méthode pour constater l'enrichissement : en comparant les recettes et les coûts engendrés par son activité au cours d'une période de 12 mois, appelée exercice (**compte de résultat**).

2ème méthode pour constater l'enrichissement : en évaluant la variation de son patrimoine (**bilan**).

Ce sont deux documents complémentaires.

A. Le bilan

Le bilan est un tableau avec deux colonnes. (Cf powerpoint). La colonne de gauche est celle de l'actif et celle de droite représente le passif. On s'arrête à la date de la clôture —> **le bilan est donc une photographie de l'entreprise en fin d'exercice.**

Définition : état normalisé de la situation patrimoniale de l'entreprise à une date déterminée

Le bilan est un tableau en deux parties :

- **Passif** = ensemble des ressources de financement, apportées par les propriétaires et empruntées auprès des tiers. *D'où provient l'argent de l'entreprise?*
- **Actif** = ensemble des emplois, càd des droits de propriété et de créance possédés par l'entreprise. *Que fait-on de cet argent?*

Un bilan est forcément équilibré donc le total de l'actif est égal au total du passif.

ACTIF	PASSIF

Le détail du bilan :

ACTIF	PASSIF
<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Actif immobilisé <ul style="list-style-type: none"> • Immobilisations incorporelles • Immobilisations corporelles • Immobilisations financières 	Fonds propres <ul style="list-style-type: none"> • Capital • Réserves • Report à nouveau • Résultat de l'exercice
Actif circulant <ul style="list-style-type: none"> • Stocks • Créances clients • Valeurs mobilières de placement • Disponibilités 	Provisions pour risques et charges Dettes financières <ul style="list-style-type: none"> • Emprunts obligataires • Emprunts auprès des établissements de crédit • Autres dettes financières Dettes d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> • Fournisseurs • Dettes fiscales et sociales • Autres dettes

2. Les rubriques du bilan

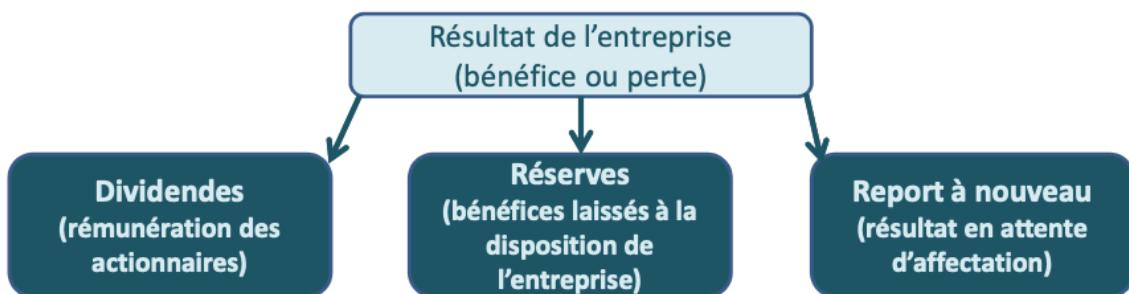
a. Le passif

Le passif c'est l'origine des ressources de l'entreprise. Dans le passif on va aller des ressources les moins exigibles au plus exigibles. Un élément est exigible lorsqu'il est arrivé à échéance et que le remboursement est requis. **On a un principe d'exigibilité croissante** = ressources sont rangées du plus long terme au plus court terme.

Trois grandes parties : capitaux propres, provisions, dettes.

- **Les capitaux/fonds propres sont les ressources financières laissées à la disposition de l'entreprise de façon permanente.** Autrement dit c'est de l'argent non exigible, l'entreprise ne devra jamais le rendre. On y retrouve 4 grandes parties :

- Le K social : c'est l'apport des propriétaires. En échange de ce K social on dispose de D : à chaque action est assorti un D de vote. Si on possède 60% des actions on détient 60% des droits de vote et de facto le contrôle de l'entreprise. Posséder des actions donne droit à une rémunération en tant qu'actionnaire : perception de dividendes.
- Réserves : bénéfices laissés à la disposition de l'entreprise.
- Report à nouveau : résultat en attente d'affectation
- Résultat net de l'exercice : Peut être positif (bénéfice) ou négatif (perte). Il va ensuite falloir décider ce qu'on en fait. C'est l'AG des actionnaires qui se réunit une fois par an pour approuver les comptes qui décide de ce qu'on fait de ce résultat. Soit ils décident de le redistribuer sous forme de dividende aux actionnaires soit ils le mettent sous forme de réserve (constitue son auto financement). On peut aussi le laisser en attente = report à nouveau.



- **Provisions pour risques et charges** → anticipations d'une charge ou d'un risque probable pour l'entreprise.
- **Les dettes. On passe dans la partie des ressources qui sont exigibles** → falloir rembourser à un moment. Deux grandes parties qui dépendent de la nature de ces dettes.

Dettes financières car les prêteurs sont issus du monde financier extérieur à l'entreprise : capitaux externes, prêtés à l'entreprise, et qui devront être remboursés → L'immense majorité des entreprises emprunte auprès des établissements de crédit = les banques. Pour les très grandes entreprises on ne peut pas s'adresser à un seul prêteur. L'idéal est de fractionner la dette dans des emprunts obligataires → les emprunts se font donc sur les marchés financiers. Ce sont des titres financiers cotés sur les marchés

mais ce sont des **titres de dettes** à l'inverse des actions qui sont des **titres de propriété**.

≠ *emprunt bancaire et obligataire*.

Les dettes peuvent avoir des maturités ≠ : durée pour laquelle on contracte cette dette.

- **Dettes à long terme** (plus d'un an)

- **Dettes à court terme** (moins d'un an = concours bancaires courants)

Dettes d'exploitation = dettes qui naissent de l'activité courante de l'entreprise. Les créanciers sont des créanciers commerciaux. Il s'agit du poste des dettes fournisseurs.

- **dettes fournisseurs** : Il est d'usage entre entreprises de s'accorder des délais de paiement pour payer la facture. Jusqu'en 2009 ce délai était libre, il faisait partie des négociations commerciales. Depuis la loi du 3 août 2008 il est encadré → délai légal de 60 jours ou 45 jours fin mois à compter de la réception de la facture (on rajoute 45 jours à la date et on va jusqu'à la fin du mois). Effet sectoriel, taille relative des parties à l'échange, aussi un aspect culturel dans les délais de paiement : + on descend vers le Sud plus on paye lentement, qui facilitent + ou - les négociations.

- **dettes fiscales et sociales**: dette vis-à-vis des administrations fiscales.

b. L'actif

Actif = emplois que l'entreprise fait des ressources financières mobilisées

Liquidité de l'actif : un actif liquide peut être vendu (B) ou encaissé (créances) rapidement et sans perte de valeur.

L'actif est classé du plus illiquide au plus liquide : actif immobilisé (là où se trouvent les éléments durables de l'entreprise : durée de vie longue) puis actif circulant.

- **Actif immobilisé** : créances ou biens acquis par l'entreprise et destinés à y demeurer de façon durable
- *Immobilisations incorporelles* : qui n'ont pas de matérialité on y trouve par exemple les brevets, les logiciels informatiques, les fonds de commerce,...
- *Immobilisations corporelles* : matériel nécessaire à l'activité de l'entreprise.
- *Immobilisations financières* : essentiellement titres financiers ou créances qu'a l'entreprise. Prêt à une filiale pour l'aider financièrement.
- **Actif circulant** : créances ou biens liés au cycle d'exploitation de l'entreprise càd activité courante, qui n'ont pas vocation à y rester durablement.

- Stocks : Sont rangés par nature : marchandises, produits finis, matières premières : éléments qui sont destinés à rentrer dans un processus de P° pour créer des produits finis.
- Créances clients : sommes dues par les clients qui sont le résultat des délais de paiement accordés.
- Valeurs mobilières de placement : liquidités placées à court terme dans des titres financiers. Rien à voir avec immobilisations financières (sur du temps long) ici on est sur du temps court (on peut les revendre quand on veut si besoin d'argent). Uniquement dans un but financier avec les immobilisations il y a une volonté stratégique d'influence.
- Disponibilités : liquidités (caisse, compte en banque).

B. Le compte de résultat

1. Définition

Le compte de résultat est le film de l'activité de l'entreprise durant l'année.

Définition : tableau annuel mettant en évidence toutes les opérations d'un exercice, génératrices de charges ou de produits. C'est un flux de toutes les opérations pas un arrêt à un moment donné comme le bilan.

Le compte de résultat est **un tableau en deux parties** :

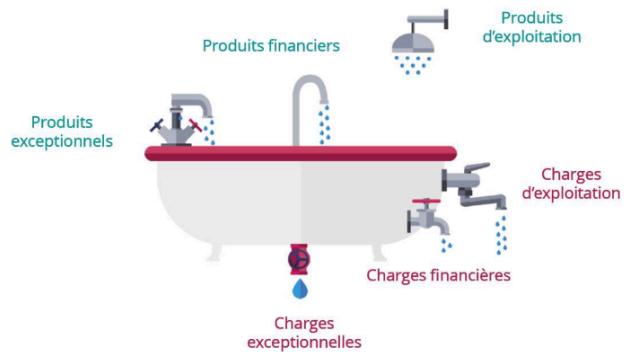
Charges = ensemble des coûts engagés pour les besoins de l'activité au cours de l'exercice

Produits = ensemble des produits générés par cette activité

CHARGES	PRODUITS

Total charges = Total produits

Résultat net = Total des Produits - Total des Charges



Le détail du compte de résultat:

CHARGES	PRODUITS
Charges d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> • Achats de marchandises • Achats de matières premières • Autres achats et charges externes • Impôts et taxes • Charges de personnel • Dotations aux amortissements et provisions 	Produits d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> • Vente de marchandises • Production vendue de biens • Production vendue de services • Production stockée • Production immobilisée
Charges financières <ul style="list-style-type: none"> • Charges d'intérêt 	Produits financiers <ul style="list-style-type: none"> • Dividendes perçus • Gains de change
Charges exceptionnelles <ul style="list-style-type: none"> • Sur opérations de gestion • Sur opérations en capital 	Produits exceptionnels <ul style="list-style-type: none"> • Sur opérations de gestion • Sur opérations en capital
Impôt sur les bénéfices Résultat de l'exercice	

Exploitation en haut, financier au milieu, exceptionnel en bas.

2. Les rubriques du compte de résultat

a. Les produits

- **Produits d'exploitation** : ressources produites par l'activité courante de l'entreprise.

Classés selon la nature du produit vendu :

- Vente de marchandises
- Production vendue de biens (produits finis) ou de services
- Production stockée : P° que l'entreprise n'a pas vendu au cours de l'exercice mais qui vient augmenter les stocks.
- Production immobilisée : quand l'entreprise produit pour elle-même, pour son compte propre.

• Produits financiers

Revenus procurés par les placements de l'entreprise. Si l'entreprise possède des actions/ obligations va percevoir des dividendes/intérêts = produits financiers.

• Produits exceptionnels

Opérations à caractère occasionnel (ex : cession d'actifs). Sortent de l'ordinaire par rapport au quotidien de l'entreprise. Par exemple vente du siège social. Deux choses peuvent rendre un événement exceptionnel pour une entreprise : peu fréquent ou rien à voir avec l'activité courante de l'entreprise.

b. Les charges

• Charges d'exploitation

- Achats de marchandises ou de matières premières
- Autres achats et charges externes (fournitures non stockées : exemple de l'électricité ou de l'eau et services)
- Impôts (sauf impôt sur les bénéfices) : Pas de TVA dans le compte de résultat, il est hors taxes.
- Charges de personnel (salaires et charges sociales)
- Dotations aux amortissements et provisions (DAP)

• Charges financières

Comportent notamment les coûts liés au financement de l'entreprise (charges qu'on paye sur les emprunts qu'on réalise par exemple auprès des banques).

• Charges exceptionnelles

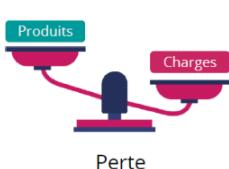
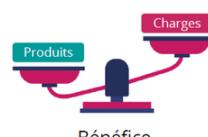
Opérations à caractère occasionnel (ex: créances irrécouvrables)

c. Le résultat

Résultat = Produits - Charges

—> Si Produits > Charges —> Bénéfice

—> Si Produits < Charges —> Perte



Le résultat net (après impôt sur les bénéfices) est placé afin d'équilibrer le compte de résultat :

- Bénéfice placé du côté des charges

Charges	Produits
Impôt sur le bénéfice	
Bénéfice	

- Perte placée du côté des produits

Charges	Produits
	Perte

Résultat = lien entre le compte de résultat et le bilan.

III. Le principe de la comptabilité en partie double

A. Les comptes et le plan comptable général

1. Les comptes : définition

- **Pour établir les documents de synthèse**, l'entreprise doit enregistrer selon un classement normalisé (plan des comptes établi par le PCG) toutes les opérations qu'elle a effectuées pendant l'année.

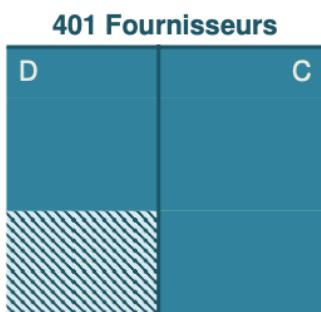
C'est le classement des comptes. **Un compte est la plus petite unité du plan comptable regroupant les activités de même nature.** Identifié par un numéro et un intitulé propre. On le matérialise par 2 colonnes : la colonne de gauche est celle du débit et celle de droit représente le crédit.(ACDC)



Vocabulaire :

Imputation ou mouvement : inscription d'une somme dans un compte

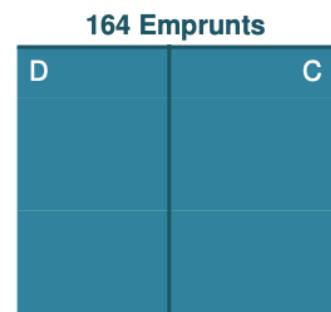
Solde du compte : différence entre le total des sommes portées au débit et le total des sommes portées au crédit.



Total débit < total crédit
⇒ solde créiteur



Total débit > total crédit
⇒ solde débiteur



Total débit = total crédit
⇒ solde nul

2. La classification des comptes selon le PCG

Comment récupérer un compte dans la liste du PCG? Rangés selon un ordre assez logique.

Ils sont rangés en 8 classes et leur localisation dépend aussi de la classe à laquelle ils appartiennent. Chacun figure soit au bilan (classe 1 à 5) soit au compte de résultat (classe 6 à 7). Le seul qui figure dans les 2 est 120, Résultat de l'exercice. La classe 8 est utilisée pour des opérations plus sophistiquées.

Classe 1 : comptes de capitaux

Classe 2: comptes d'immobilisations

Classe 3: comptes de stocks et d'en-cours

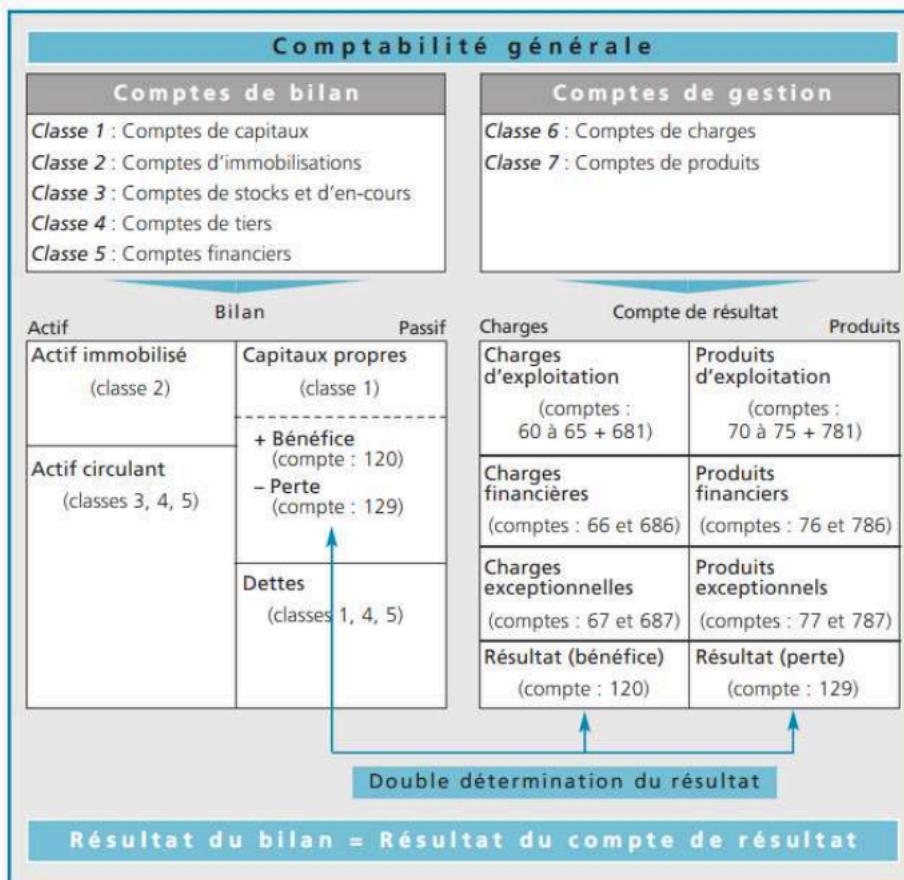
Classe 4: comptes de tiers

Classe 5: comptes financiers

Classe 6: comptes de charges

Classe 7: comptes de produits

Comptes de bilan		Comptes de gestion (du CR)	
Classe 1 : Capitaux	Passif	Classe 6 : Charges	Charges
Classe 2 : Immobilisations	Actif	Classe 7 : Produits	Produits
Classe 3 : Stocks	Actif		
Classe 4 : Tiers	Actif & passif		
Classe 5 : Financiers	Actif & passif		



Les comptes sont subdivisés en sous-comptes, ces **subdivisions pouvant aller jusqu'à 6 chiffres**.

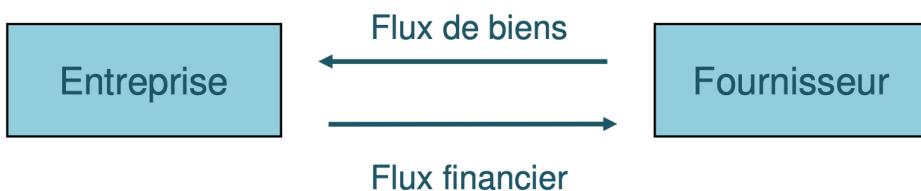
- **Trois systèmes sont prévus par le plan comptable** selon les besoins de l'entreprise

Le système abrégé est une comptabilité simplifiée pour les petites entreprises. Le système de base est imprimé en caractères normaux. Le système développé correspond aux très grandes entreprises ils sont imprimés en clair ou en italique.

Système abrégé	Système de base	Système développé
Comptes imprimés en caractères gras	Comptes imprimés en caractères normaux	<i>Comptes imprimés en clair ou italique</i>
Petites entreprises avec 2 des 3 conditions : - Total bilan < 267 000 € - CAHT < 534 000 € - Salariés < 10	PME	Facultatif pour les grandes entreprises

B. Le principe de la comptabilité en partie double

La plupart des opérations effectuées par l'entreprise s'analysent comme un échange.



A tout emploi correspond une ressource

A chaque emploi va correspondre une ressource. On va identifier à la fois la ressource de financement et l'emploi qu'on en fait, en l'occurrence ici acquérir des matières premières.

En comptabilité dès qu'on a une opération à traiter elle va donner lieu à deux écritures. Une opération signifie implication de deux comptes et sur ces comptes il y a toujours 2 colonnes. L'un va recevoir une inscription au débit et l'autre au crédit : c'est le principe de la partie double.

A tout débit correspond un crédit équivalent → il doit toujours y avoir la même somme de l'autre côté = équilibre.

C. Mécanisme des comptes

Quel compte débiter/ créditer?

1. Comptes de bilan

On va d'abord identifier les comptes concernés. On sait que l'un va être crédité et l'autre débité. Il faut ensuite identifier leur localisation : actif/ passif , charges/produits donc soit dans le bilan soit dans le compte de résultat.

Des règles de convention vont ensuite s'appliquer. Si le compte qu'on utilise est un compte de l'actif (par exemple un compte de stock). Chaque fois que l'on va vouloir constater une augmentation du montant du compte on va procéder à une inscription du côté débit.

Les comptes d'actif augmentent au débit pour constater des accroissements d'actifs (nouveaux emplois). A l'inverse on peut constater une diminution du solde du compte : paiement des clients par exemple on va donc inscrire au côté débit.

Les comptes d'actif augmentent au débit et diminuent au crédit.

Pour le passif c'est exactement l'inverse : Les comptes de passif augmentent au crédit pour constater un accroissement des ressources par exemple une nouvelle dette contractée. Leur diminution correspond à un emploi, on inscrit la somme du côté du débit.

Les comptes de passif augmentent au crédit et diminuent au débit.

2. Comptes du compte de résultat

On ne va utiliser qu'un côté. Les comptes de classe 6 se situent dans les charges. Dès qu'on va vouloir enregistrer une nouvelle charge qui est une dépense pour l'entreprise on va l'inscrire du côté du débit. Pour tout ce qui est compte de produit c'est l'inverse ils augmentent au crédit pour constater un accroissement des ressources. On va inscrire cela du côté du crédit des comptes de la classe 7. **En principe, pas de diminution des produits → jamais d'écriture au débit.**

Exemple : achat le 1er septembre de marchandises pour 1000€, payables à 45 jours.

1ère opération est celle d'achat de marchandise puis le 15 octobre opération de paiement de ces marchandises.

→ **identifier les comptes qui correspondent à ces opérations :**

- Achat de marchandises
- Puis paiement du fournisseur

On va contracter une dette pendant 45 jours vis-à-vis du fournisseur.

—> *Où se trouvent ces comptes?*

—> **Appliquer les règles.** Sur tous les comptes de charge on va inscrire le montant du côté du débit du compte (donc colonne de gauche). Pour l'autre compte c'est un compte de passif, le solde des dettes va augmenter donc cela se traduit du côté des crédits du compte. On a bien un compte débité et un autre crédité du même montant.

—> **La deuxième opération est celle de paiement du fournisseur.** On trouve l'argent sur le compte en banque. Le compte banque 512 va être utilisé dans l'opération, c'est celui qui est le plus utilisé. On va destiner cet argent à rembourser notre dette le deuxième compte est donc toujours le compte 401 fournisseur.

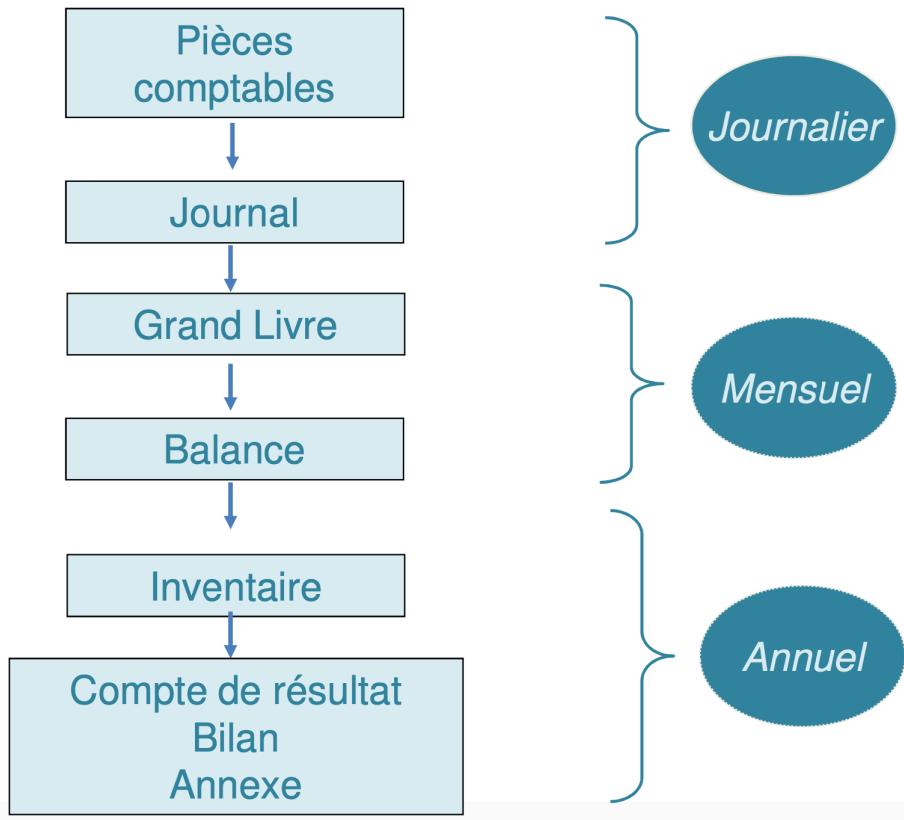
IV. Les livres comptables

Comment on passe des opérations comptables journalières à la construction de ces états de synthèse?

A. Obligations légales

- **Loi du 30 avril 1983** qui régit les obligations auxquelles sont soumises les entreprises : ont pour obligation d'établir un bilan, un compte de résultat et une annexe.
- Les entreprises sont obligées de conserver l'intégralité de leurs documents comptables pendant 10 ans.
- 3 autres documents vont être indispensables selon le décret du 29 novembre 1983 : le journal, le grand livre, le livre d'inventaire.
- La loi impose également un contrôle externe de la comptabilité : principe de sincérité dans l'établissement des comptes. On se fonde sur la bonne fois des comptables et on va contrôler. Les experts comptables, spécialistes indépendants de l'entreprise, peuvent jouer un rôle de supervision de la comptabilité. Ont obtenu le diplôme d'expertise comptable. Les entreprises les plus grandes ont des obligations de publicité de leurs comptes : doivent déposer leurs comptes au tribunal de commerce dans le ressort duquel elles ont leur siège. Ces comptes sont publics. Les SA ont obligation de faire certifier leurs comptes par un commissaire aux comptes : doit vérifier les comptes, qu'ils soient sincères, justes et il engage sa responsabilité pour certifier qu'ils le sont.

Dans une année comptable il y a des tâches à remplir qui ont une périodicité différenciée



B. Les pièces comptables justificatives

PCG : « chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative datée, établie sur papier ou un support assurant la fiabilité, la conservation, et la restitution (...) de son contenu pendant les délais requis ».

Il faut pouvoir les restituer pendant 10 ans. A chaque opération va correspondre un document = pièce justificative (les feuilles de salaires, les talons de chéquier, les actes de vente,...). On peut aussi avoir des documents externes (factures, extraits de compte bancaires adressés par la banque,...). Tout cela doit être collecté et conservé pendant 10 ans.

C. Le journal

On va établir de façon journalière le journal = livre dans lequel l'entreprise doit enregistrer de façon chronologique toutes les opérations qu'elle effectue quotidiennement.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	date		
N° compte	Intitulé du compte (n° pièce comptable justificative)	Montant	
N° compte	Intitulé du compte (n° pièce comptable justificative)		Montant

En général on indique le numéro de la pièce justificative pour la retrouver. En terme de libellé le premier compte est toujours celui qui va être débité —> l'intitulé est collé à gauche pour lui qui est crédité il est à droite.

Exercice d'application : Gaston & sa boulangerie Breuch'brot

- Exercice disponible dans son intégralité sur moodle
- Les opérations comptables sont rangées ici par nature et non par ordre chronologique
- Certaines opérations sont fantaisistes (ex: toutes les opérations de même nature sont regroupées en une seule opération)
- A des fins de simplification, on ignore la TVA

L'entreprise Breuch'Brot présente le bilan suivant à l'ouverture de l'exercice :

ACTIF	N-1			PASSIF	N-1
	Brut	Amortissements & Provisions	Net		
Actif immobilisé				Fonds propres	
Immobilisations incorporelles				Capital social	40 000
Fonds commercial	50 000		50 000	Réerves	60 000
Immobilisations corporelles				Résultat de l'exercice	0
Matériel industriel	255 000	75 000	180 000		
Matériel de transport	15 000	15 000	0	Provisions pour risques et charges	
Immobilisations financières				Provisions pour amendes et pénalités	3 000
Titres de participation	2 500		2 500	Provisions pour litige	0
Actif circulant				Dettes financières	
Stocks				Emprunts auprès des établissements de crédit	140 000
Stocks Matières Premières	12 000		12 000		
Stocks Produits finis	500		500	Dettes d'exploitation	
Stocks Marchandises	10 000		10 000	Fournisseurs	
Clients	2 000		2 000	Fournisseurs	32 000
Autres créances	0		0	Fournisseurs d'immobilisations	0
Valeurs mobilières de placement				Dettes fiscales et sociales	
Actions	3 000		3 000	Etat, impôt sur les bénéfices	0
Disponibilités				Autres dettes	0
Banque	13 500		13 500		
Caisse	1 500		1 500		
Total	365 000	90 000	275 000	Total	275 000

On va voir comment on enregistre les opérations dans notre journal en partant de ce bilan.

1. L'enregistrement des opérations courantes de l'entreprise

a. Les achats

- Achats payés comptant

1. Achat de matières premières

1. Le 2 janvier, Gaston acquiert de la farine pour un montant de 80.000€, payables comptant à son fournisseur Banette (pièces comptables facture 001 et chèque 002). On identifie les comptes et on regarde d'où viennent les ressources. (Ligne du dessous= personne à qui on donne).

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
2-janv.			
601	Achat de matières premières (facture 01)	80 000	
512	Banque (chèque 001)		80 000

Services extérieurs

2. Le 03 janvier, achat de timbres pour un montant de 100€, payés en espèces.
3. Gaston règle par virement le loyer annuel de son local commercial, réglable d'avance : 48.000€.
4. Gaston s'acquitte le 15 janvier de la prime d'assurance de son local et de son véhicule : 5.000€ (réglé par chèque)
5. Le 25 janvier, Gaston décide de faire de la publicité et achète un encart publicitaire dans les DNA pour un montant de 1900€ (par carte bleue).

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
03-janv			
626	Frais postaux et de télécommunications (facture 02)	100	
53	Caisse		100
10-janv			
6132	Locations immobilières (quittance n°1)	48 000	
512	Banque		48 000
15-janv			
616	Primes d'assurance (facture 03)	5 000	
512	Banque		5 000
25-janv			
6231	Annonces et insertions	1 900	
512	Banque		1 900

- Achat à crédit

16. Le 15 novembre, Gaston achète des canettes de sodas et autres soft drinks pour un montant de 10.000€. Son fournisseur lui accorde un délai de paiement de deux mois.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	15-novembre		
607	Achat de marchandises	10 000	
401			10 000
	Fournisseurs		

6. Le décembre N-1, l'entreprise achète des marchandises pour un montant de 32.000€ et bénéficie d'un délai de paiement de 2 mois. Le 2 février, à l'issue du délai de paiement de deux mois, Gaston règle la facture de son fournisseur datant de l'exercice précédent : 32.000€.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	02-février		
401	Fournisseurs	32 000	
512			32 000
	Banque (virement 01)		

- Achats d'immobilisations

≠ avec la charge = caractère + ou - durable du B. Quand il est destiné à durer dans le temps, utilisé plusieurs fois c'est une immobilisation. Quand il est composé lors de sa première utilisation c'est plutôt une charge = farine, billet de train. Classe 2 donc placé tout en haut des actifs.

7. Le 15 mars, Gaston adhère à Baguette box et achète une camionnette pour livrer son pain aux environs. Le véhicule a une valeur de 20.000€ ; un délai de paiement de 60 jours est obtenu.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	15-mars		
2182	Matériel de transport (facture 04)	20 000	
404			20 000
	Fournisseurs d'immobilisations		

7bis. A l'issue du délai de paiement : remboursement de la dette Erreur dans le tableau : 20.000 pas 10.000.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	15-mai		
404	Fournisseurs d'immobilisations	10 000	
512	Banque (chèque 002)		10 000

b. Les ventes

- Ventes payées comptant

9. Le 20 mars, Gaston vend des canettes de boissons non alcoolisées au club de foot, payées comptant par ce client, pour un montant de 25.000€.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	20-mars.		
512	Banque (chèque 123)	25 000	
707	Vente de marchandises (facture 05)		25 000

- Ventes à crédit

17. Le 30 novembre, Gaston réalise une vente de baguettes à l'association qui organise la foire à la saucisse de Breuchwickerseim, pour un montant de 260 000 € (facture 06) ; 250000 euros sont payés immédiatement par virement, 4 000 euros sont perçus en espèces. Un délai de paiement est accordé pour le reste de la facture : 3000 euros seront réglés le 30 décembre, 3000 euros seront réglés avec un peu de retard le 10 janvier.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	30-nov		
411	Clients	6 000	
53	Caisse	4 000	
512	Banque	250 000	
701	Vente de produits finis (facture 06)		260 000

17bis. Le 30 décembre, le client paie sa facture de 3000 €. A l'issue du délai de paiement : remboursement de la dette

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	30-déc		
512 Banque		3 000	
411	Clients (chèque 456)		3 000

c. Les impôts et taxes

L'entreprise va régler un certain nombre de taxes fiscales et de cotisations sociales sur les salaires. Tous sont rangés dans les comptes 63.

8. Le 31 mars, Gaston paie la taxe d'apprentissage au trésor public : 2500 €.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-mars		
6312 Taxe d'apprentissage		2 500	
512	Banque		2 500

d. Les charges de personnel

10. Le 30 avril, paiement des salaires (fiches de paie 01 à 04) par virement bancaire

100.000€. **Pas 11.300 mais 100.000**

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	30 -avril		
641 Rémunération des personnels (fiche paie 1,2,3,4)		100 000	
512	Banque (virement 1,2,3,4)		11 300

e. Le financement de l'entreprise

- Les emprunts bancaires**

11. Le 14 mai, souscription d'un emprunt bancaire sur deux ans pour financer l'acquisition du véhicule : 20 000 € (contrat de prêt 01)

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	14-mai		
512	Banque	20 000	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit (contrat 01)		20 000

- L'augmentation de capital social

12. Le 1er juin, l'actionnaire principal, Gaston Moulineux, procède à une augmentation de capital social : 10 000 € (chèque 789)

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	01-juin		
512	Banque (chèque 789)	10 000	
101	Capital social		10 000

f. Charges et produits financiers

- Les charges financières

13. Le 02 juin, paiement de l'annuité de 10 000 € des emprunts bancaires : 8 000 € de remboursement de capital et 2 000 € de charges d'intérêt (prélèvement 01)

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	02-juin		
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	8 000	
661	Charges d'intérêt	2 000	
512	Banque (prélèvement 01)		10 000

Se demander qui perçoit l'argent ?

comprendrelacompta.com → tableau d'amortissement permet de savoir quelle est la part du K et des intérêts dans la mensualité.

- Les produits financiers

14. Le 15 juillet, Gaston qui avait vendu des kouglofs à un client britannique, réalise un gain de change sur cette opération en devises : 400 € (bordereau 01)

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	15-juillet		
512	Banque	400	
766	Gains de change (bordereau 01)		400

g. Charges et produits exceptionnels

15. Le 10 septembre, suite à quelques irrégularités commises par Gontrand, l'entreprise subit un redressement fiscal : elle doit payer une amende de 2200 € (chèque 09).

NB : Elle avait provisionné ce risque lors de l'exercice précédent pour un montant de 3000 €.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	10-septembre		
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 200	
512	Banque (chèque 09)		2 200

2. Les opérations de fin d'exercice

Il y en a beaucoup mais on va s'intéresser uniquement à 3 d'entre elles.

a. Les amortissements

En FR on est dans un comptabilité au coût historique.

Quels éléments sont amortissables?

- Elements durables
- La plupart des immobilisations corporelles (exception : terrains). La plupart s'amortissent mais a priori les terrains ne perdent pas de valeur.

Définition : - aspect comptable : processus comptable de correction de la valeur des actifs, qui constate la dépréciation de la valeur imputable à l'obsolescence ou à l'usure. L'amortissement est là pour traduire dans les comptes ce processus de perte valeur des immobilisations.

-aspect économique : répartition du coût d'un bien sur sa durée probable d'utilisation selon un plan d'amortissement. Étalement de la dépense sur plusieurs exercices.

-aspect financier : ressource interne qui vient renforcer l'autofinancement de l'entreprise, destinée à renouveler les immobilisations.

- Certaines immobilisations incorporelles, seulement celles qui perdent de leur valeur (exemple : brevets)

- **Plan d'amortissement**

Établissement d'un plan d'amortissement au moment de l'acquisition du B, établi sur la durée de vie présumée du B.

-20 à 50 ans pour un bâtiment

-5 ans pour le matériel de transport

-10 ans pour le mobilier

- **Méthodes d'amortissement**

◆ Amortissement linéaire : répartit de manière égale les dépréciations sur toute la durée de vie du bien. On va se focaliser sur cette méthode.

◆ Amortissement dégressif : annuités plus élevées au début de la vie du bien, puis diminuent au fur et à mesure que le temps passe (avantage fiscal). Peut être privilégiée par les entreprises.

—> *La construction du plan d'amortissement selon la méthode linéaire*

Exemple : véhicule acquis par l'entreprise Moulineux le 15 mars au prix de 20.000€.

	Exercice	Annuité	Annuités cumulées	Valeur nette comptable
Valeur d'origine : valeur d'achat du bien	N	$20\ 000 \times 0,2 \times \frac{292}{365} = 3200$	3200	16 800
	N+1	4 000	7 200	12 800
	N+2	4 000	11 200	8 800
	N+3	4 000	15 200	4 800
	N+4	4 000	19 200	800
	N+5	800	20 000	0

Plan présenté comme ci-dessus.

Annuité d'amortissement = valeur d'origine x taux d'amortissement (= 1/ nombre d'années de vie) x nombre de jours exact d'utilisation (= 1ère annuité prorata temporis j/ 365).

—> 3200 dans la 1e colonne d'annuité car l'année n'est pas complète et 800 dans la dernière pour compléter et que ce soit égal à 4000 = la valeur que perd le B chaque année.

—> *Comptabilisation des amortissements*

18. Enregistrement de l'annuité d'amortissement linéaire du véhicule acquis le 15 mars on écrit toujours la date de fin d'exercice (= fin de l'année) :

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec.		
68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	3 200	
28182	Amortissements des matériels de transport		3 200

Extrait du bilan de l'entreprise Moulineux au 31/12 (on ne considère que le nouveau véhicule) :

	Valeur d'origine (compte 2182)	Amortissements cumulés (compte 28182)	VNC
Actif	Passif		
	Brut	A&P	Net
Immobilisations corporelles			
Matériels de transport	20000	3200	16800
Matériel industriel			

19. Enregistrement de l'annuité d'amortissement du matériel industriel : 8 000 €. Débit car perte de valeur (si revente par exemple).

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec.		
68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	8 000	
28154	Amortissements des matériels industriels		8 000

b. Les provisions

Sont là pour **constater une charge probable pour l'entreprise ou une dépréciation de la valeur d'un actif**.

Dès lors deux grandes familles de provisions :

- **Provisions pour dépréciation d'actif.** Situées dans la colonne de l'actif dans amortissements et provisions
- **Provisions pour risques et charges.** Vont constater plutôt des conséquences négatives probables d'un risque pour l'entreprise. Le fait générateur du risque est certain mais incertitude qui porte sur certains facteurs : date à laquelle le risque peut se concrétiser, incertitude sur le fait qu'il se concrétise ou non, incertitude sur le montant

qu'on peut subir. L'entreprise met de l'argent de côté lorsqu'elle commence à percevoir le risque.

Comme les autres charges, les provisions peuvent être d'exploitation, financières, exceptionnelles.

- Réduction de valeur incertaine
- Décision de gestion placée sous le contrôle du fisc. Le comptable va décider s'il y a matière à provisionner quelque chose ou pas. Toujours principe de transparence mais toujours la question autour du montant de la provision? **C'est une façon de faire diminuer les impôts que l'on a à payer.** Possible latitude.
- Charges non décaissées → abondent l'auto-financement de l'entreprise

→ *Comptabilisation des provisions*

Provisions pour risques et charges

20. Un client qui s'est étouffé avec la fève Dark Vador de la galette des rois intente un procès à Breuch'Brot ; l'avocat consulté conseille de provisionner le paiement de dommages et intérêts pour un montant de 5000 €.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec.		
6875	Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels	5 000	
1511	Provisions pour litige		5 000

Provisions pour dépréciation d'actif

21. La créance client présente au bilan en début d'exercice n'a toujours pas été réglée : on provisionne un montant de 2000 € pour anticiper le risque de non- recouvrement. Crédit car retire de l'argent qu'on met sur un compte pour plus tard.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec.		
6817	Dotation aux provisions pour dépréciation des comptes clients	2 000	
491	Provisions pour dépréciation des comptes clients		2 000

Reprises sur provisions

15 bis. L'entreprise reprend la provision destinée au redressement fiscal

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec.		
1514	Provisions pour amendes et pénalités	3 000	
7875	Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels		3 000

Reprise sur provisions : L'entreprise reprend la provision destinée au redressement fiscal.

Extrait du bilan de l'entreprise Moulineux au 31/12 :

Actif	Brut	A&P	Net	Passif
Actif circulant				
Clients	5000	2000	3 000	Capitaux propres
				Provisions pour risques et charges
				5000
				Dettes
				60
		Provisions pour Dépréciation d'actif		
		Net = Brut - A&P cumulés		

c. L'impôt sur les bénéfices

Définition :

- **Assiette de l'impôt** : résultat avant impôt (produits – charges)
- **Taux** : jusqu'à présent de 33,3%, il est abaissé progressivement jusqu'à 25% en 2022.

Chiffre d'affaires	Tranche de bénéfice imposable	Exercice ouvert en :				
		2018	2019	2020	2021	2022
CA < 7,63 M€	0 à 38 120	15% ¹	15%	15%	15% ²	15%
	38 120 à 500 000	28%	28%	28%	26,50%	25%
	> 500 000	33,33%	31%			
7,63 M€ < CA < 250 M€	0 à 500 000	28%	28%	28%	26,50%	25%
	> 500 000	33,33%	31%			
CA > 250 M€	0 à 500 000	28%	28%	28%	27,50%	25%
	> 500 000	33,33%	33,33%	31%		

¹ Taux réservé aux sociétés dont le capital est entièrement libéré et détenu à 75% au moins par des personnes physiques

61

² A partir de 2021, le seuil de CAHT pour bénéficier du taux réduit de 15% est porté à 10 millions €.

Enregistrement de l'impôt :

22. Calcul et enregistrement de l'impôt sur les bénéfices (taux d'imposition : 15 %)

Calcul de l'impôt sur les bénéfices :

Total des charges :	269 900
Total des produits :	288 400
Résultat avant impôt = Produits - charges	18 500
Impôt = 15 % × RAI	2 775
	15 725
Résultat net = Résultat avant impôt - impôt	000

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
	31-dec. _____		
695 444	Impôt sur les bénéfices	2 775	2 775
	Etat- Impôt sur les bénéfices		

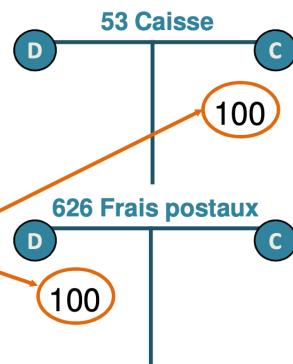
Addition de tous les produits en classe 7 et addition tous les comptes de classe 6.

Compte de charge et Compte de tiers car on ne paye pas tout de suite : 3 mois pour faire la liasse fiscale puis 3 mois pour le payer —> État fait crédit de cette somme jusqu'en mai.

D. Le grand livre

Document qui permet de regrouper entre elles les opérations intéressant un même compte selon les mouvements enregistrés au journal. Le grand livre ventile, compte par compte les écritures enregistrées au journal. Document mensuel.

Compte	Libellé	Débit	Crédit
	03-janv		
626	Frais postaux et de télécommunications (facture 02)	100	
53	Caisse		100



Le grand livre présente tous les comptes utilisés sous forme de compte en T, rangés dans l'ordre croissant de leurs numéros

- Les soldes de début d'année (donnés par le bilan) sont inscrits dans les comptes de classe 1 à 5.
- Illustration : extrait du grand livre (comptes 401 à 616)

Rq : le grand livre exhaustif figure dans le fichier excel.

401 - Fournisseurs	404 - Fournisseurs d'immobilisations	411 - Clients	444 - Etat, impôt sur les bénéfices
32 000	32 000	2 000	0
10 000	20 000	6 000	2 775
		3 000	
491 - Provisions pour dépréciation des comptes clients	503 - Actions	512 - Banque	53 - Caisse
2 000	3 000	13 500	1 500
		80 000 48 000 5 000 1 900 2 500 32 000	4 000
		25 000 100 000 20 000 10 000 400	100
		250 000 3 000	
601 - Achats de matières premières	607 - Achats de marchandises	6132 - Locations immobilières	616 - Primes d'assurance
80 000	10 000	48 000	5 000

Comme le compte de résultat est un compte de flux on recommence à chaque fois à 0. C'est pour cela qu'il n'y a pas de nombre en rouge (ce qu'il y avait l'an dernier) pour les comptes en 6 et 7.

E. La balance

État permettant de résumer la situation de chaque compte : également un document mensuel. On part du grand livre pour la construire. C'est à partir d'elle en partie qu'on construit le compte de résultat et le bilan à partir des colonnes 5 et 6.

Elle donne pour chaque compte :

- Le total des débits et des crédits
- Le solde à la clôture de la période

Extrait du grand livre

411 Clients

Extrait de la balance

2 000				
6 000				
3 000				
8 000				
3 000				

411	Clients	8 000	3 000	5 000	0
-----	---------	-------	-------	-------	---

Compte	Libellé	Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	Clients	8 000	3 000	5 000	0

Solde = 8 000 - 5 000

La balance complète est disponible sur le moodle. Ci-dessous un extrait :

Compte	Libellé	Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
101	Capital social	0	50 000	0	50 000
106	Réserves	0	60 000	0	60 000
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)	0	0	0	0
129	Résultat de l'exercice (perte)	0	0	0	0
1511	Provisions pour litige	0	5 000	0	5 000
1514	Provisions pour amendes et pénalités	3 000	3 000	0	0
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	8 000	160 000	0	152 000
207	Fonds commercial	50 000	0	50 000	0
2154	Matériel industriel	255 000	0	255 000	0
2182	Matériel de transport	35 000	0	35 000	0

Elle est toujours équilibrée dans les totaux et dans les soldes. On voit que les comptes sont rangés dans l'ordre croissant.

F. Le livre d'inventaire

Relevé des éléments d'actif et de passif, au regard desquels sont mentionnés la qualité et la valeur à la date de l'inventaire. Concerne les immobilisations mais aussi les stocks (s'il y a une différence entre le stock théorique et le stock réel on met à jour l'inventaire : arrive régulièrement en raison de la démarque ou de la détérioration).

G. L'établissement des documents de synthèse

A partir de la balance corrigée on va établir le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

1. Le compte de résultat

On reporte au compte de résultat les soldes des comptes de gestion (classe 6 et 7). On prend le solde que est dans la balance.

2 _____ -

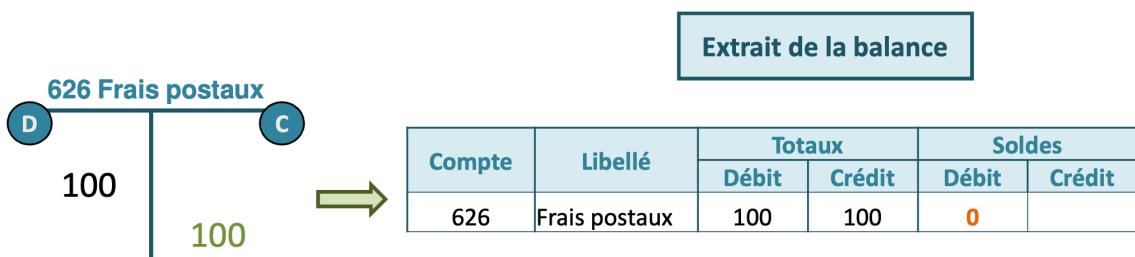
CHARGES	N	PRODUITS	N
Charges d'exploitation		Produits d'exploitation	
601 - Achats de matières premières	80 000	701 - Vente de produits finis	260 000
607 - Achats de marchandises	10 000	707 - Vente de marchandises	25 000
Autres achats et charges externes			
6132 - Locations immobilières	48 000		
616 - Prime d'assurance	5 000		
6231 - Annonces et insertions	1 900		
626 - Frais postaux et de télécommunication	100		
Impôts et taxes			
6312 - Taxe d'apprentissage	2 500		
Charges de personnel			
641 - Rémunération des personnels	100 000		
Dotations aux amortissements et provisions			
68112 - Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	11 200		
491 - Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes clients	2 000		
Charges financières		Produits financiers	
661 - Charges d'intérêt	2 000	766 - Gains de change	400
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
6712 - Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 200	7875 - Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnelles	3 000
6875 - Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles	5 000		
695 - Impôt sur les bénéfices	2 775		
120 - Résultat de l'exercice (bénéfice)	15 725	129 - Résultat de l'exercice (perte)	
Total Charges	288 400	Total Produits	288 400

Détermination du résultat de l'exercice

Dernière opération → La détermination du résultat de l'exercice est la dernière opération effectuée au cours de l'exercice. On fait la ≠ entre le total des produits et le total des charges.

Comptes	Libellé	Débit	Crédit
31-déc			
701	Vente de produits finis	260 000	
707	Vente de marchandises	25 000	
766	Gains de change	400	
7875	Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels	3 000	
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		15 725
601	Achats de matières premières	80 000	
607	Achats de marchandises	10 000	
6132	Locations immobilières	48 000	
616	Primes d'assurance	5 000	
6231	Annonces et insertions	1 900	
626	Frais postaux et de télécommunication	100	
6312	Taxe d'apprentissage	2 500	
641	Rémunération des personnels	100 000	
661	Charges d'intérêt	2 000	
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 200	
68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	11 200	
6817	Dotation aux provisions pour dépréciation des comptes clients	2 000	
6875	Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels	5 000	
695	Impôt sur les bénéfices	2 775	

Elle permet de déterminer le résultat de l'exercice et de remettre le compte de résultat à 0. Pour le remettre à 0 on inscrit ici 100 de l'autre côté. Le principe de cette dernière écriture est d'écrire l'écriture inverse.



- On solde (=remet à zéro) les comptes de charges : opération au crédit
- On solde les comptes de produits : opération au débit
- Si produits > charges : bénéfice, inscrit au crédit du compte 120 « résultat de l'exercice (bénéfice) ».
- Si produits < charges : perte, inscrite au débit du compte 129 « résultat de l'exercice (perte) ».

Cette opération permettra de remettre le compte de résultat « à zéro » pour démarrer le nouvel exercice.

3. Le bilan

On reporte au bilan les soldes des comptes de bilan (classe 1 à 5)

V. L'harmonisation comptable internationale

Objectifs :

ACTIF	N			PASSIF	N
	Brut	Amortissements & Provisions	Net		
Actif Immobilisé				Fonds propres	
Immobilisations incorporelles				101 - Capital social	50 000
207 - Fonds commercial	50 000		50 000	106 - Réerves	60 000
Immobilisations corporelles				120 - Résultat de l'exercice	15 725
2154 - Matériel industriel	255 000	83 000	172 000		
2182 - Matériel de transport	35 000	18 200	16 800	Provisions pour risques et charges	
Immobilisations financières				1514 - Provisions pour amendes et pénalités	0
261 - Titres de participation	2 500		2 500	1511- Provisions pour litige	5 000
Actif circulant				Dettes financières	
Stocks				164 - Emprunts auprès des établissements de crédit	152 000
31 - Stocks Matières Premières	12 000		12 000		
355 - Stocks Produits finis	500		500	Dettes d'exploitation	
37 - Stocks Marchandises	10 000		10 000	Fournisseurs	
411 - Clients	5 000	2 000	3 000	401 - Fournisseurs	10 000
Autres créances	0		0	404 - Fournisseurs d'immobilisations	0
Valeurs mobilières de placement				Dettes fiscales et sociales	
503 - Actions	3 000		3 000	444 - Etat, impôt sur les bénéfices	2 775
Disponibilités				Autres dettes	
512 - Banque	20 300		20 300		0
53 - Caisse	5 400		5 400		
Total	398 700	103 200	295 500	Total	295 500

- Faciliter la cotation boursière des entreprises → car les entreprises sont internationales et se financent donc par les bourses de tous les pays.
- Permettre la comparaison d'entreprises de différents pays
- Améliorer la transparence, restaurer la confiance → s'est fait à la suite de scandales de la fin des 90s et notamment l'affaire Enron qui était coupable de fraude comptable. La comptabilité repose sur la confiance : ce qui est écrit sur les comptes est vrai.

Actuellement, plusieurs référentiels comptables coexistent:

Les comptes sociaux sont les comptes des sociétés prises toutes seules. Les comptes consolidés sont ceux des groupes donc plusieurs sociétés → peut être intéressant d'avoir une idée globale des comptes du groupe.

	Réglementation		Organes décision
	Comptes sociaux (sociétés)	Comptes consolidés (groupes)	
France	PCG (règlement 14-03)	Règlement 99-02	Autorité des Normes Comptables
Europe	4ème directive (1978)	7ème directive (1983)	Conseil Européen
États-Unis	US-GAAP (generally accepted accounting principles)		Financial Accounting Standard Board (FASB)

L'UE a décidé l'application des normes élaborées par l'IASC —> volonté d'harmoniser les normes comptables et la solution qui a été trouvée c'est de recourir à des normes neutres. L'IASC est un institut neutre qui avait été créé par des experts comptables en 1973 de nationalités ≠. IASB (board) établit et publie les normes comptables internationales. Le règlement 1606-2002 impose utilisation des normes IFRS dans les comptes consolidés des sociétés européennes pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005.

Normes IAS (international accounting standards) 1 à 41
 - IFRS (international financial reporting standards) 1 à 17

Liberté pour les états-membres d'obliger, d'autoriser ou d'interdire l'application aux autres sociétés. Le règlement de 2002 laissait une certaine latitude aux États. En France, ordonnance du 20 décembre 2004 :

		<i>Comptes sociaux (sociétés)</i>	<i>Comptes consolidés (groupes)</i>
Ent. Cotées	Normes françaises PCG (règlement 99-03)	Normes IAS-IFRS	
Ent. Non cotées		Normes françaises (Règlement 99-02) Ou normes IAS-IFRS	

Quelques indications sur les principes IAS-IFRS :

Comptabilité à destination des investisseurs —> vision des actionnaires qui va être privilégiée dans ces normes.

Évolution marquante: principe de la juste valeur ou «*fairvalue*». Chez nous les actifs qui sont au bilan sont **comptabilisés par leur coût historique**. En IAS-IFRS on va évaluer les immobilisations à leur juste valeur —> donc beaucoup plus actuelle. On l'inscrit à sa valeur actuelle dans les comptes en utilisant des modèles d'évaluation ou détermination par le marché.

Chapitre 3 : Finance d'entreprise : Introduction au diagnostic financier

I. Introduction

A. Les objectifs de la finance d'entreprise

Finance d'entreprise on s'intéresse aux **décisions d'investissement** (prendre les meilleures décisions possibles, acquisition d'un actif en vue d'accroître les revenus futurs de l'entreprise, probabilité de la rentabilité), les **décisions de financement** (choix des ressources à trouver, les ressources internes et externes, la structure financière (financement par le marché) et les choix politiques des dividendes) et **l'analyse financière** (méthodes de diagnostic qui permettent d'apprécier la situation financière et les performances des entreprises).

B. L'analyse financière de l'entreprise

1. Le diagnostic financier

Technique qui permet
d'apprécier la santé
d'une entreprise.

Diagnostic financier en « faisant parler les
chiffres »



Banquiers les premiers ont développé ces techniques d'analyse financière. Le but du jeu est d'analyser les chiffres du compte de résultat (analyse de la rentabilité de l'entreprise) et du bilan (solvabilité de l'entreprise donc sa solidité).

2. A qui sert l'analyse financière?

L'analyse financière est l'affaire des partenaires économiques et sociaux de l'entreprise qui ont besoin d'étudier sa situation financière et ses performances. Il y a plusieurs parties prenantes avec des intérêts divers mais qui nécessitent tous de connaître la situation de l'entreprise.

1. Des insiders : qui travaillent dans l'entreprise au premier rang desquels les **dirigeants** (doivent savoir si elle va bien pour la piloter, s'il y a assez d'argent dans les caisses pour investir par exemple). Mais aussi les **salariés** car leur emploi est en jeu, peut aussi être utile dans les négociations salariales. Le législateur par **la loi Auroux du 28 octobre 1982** a prévu qu'ils puissent se faire assister par un expert comptable indépendant les aidant à analyser les comptes de l'entreprise pour comprendre sa situation.
 2. Les actionnaires : ont investi dans l'entreprise veulent savoir comment elle va car ils ont mis de leur patrimoine.
 3. Banquiers : capacité de rembourser de l'entreprise. Solvabilité de l'entreprise.
 4. Clients et fournisseurs : les fournisseurs sont aussi des créanciers de l'entreprise donc ils se posent les mêmes questions que les banques. Mais si leur client fait faillite non seulement la facture n'est pas réglée mais leur chiffre d'affaire futur disparaît également, donc une problématique commerciale s'ajoute à celle de solvabilité. Question de la pérennité de l'approvisionnement pour les clients.
 5. L'Etat et les organismes sociaux : analyse leur situation pour leur venir en aide.
 6. Les organismes publics (Banque de France, INSEE) : Vont étudier les entreprises en publiant un certain nombre d'analyses financières (dossier Fiben à la Banque de France)
 7. Les agences de notation : 3 grosses sur le marché. Leur travail est de noter la dette obligataire. Les États et les entreprises émettent ce type de dette. Des analystes financiers jugent alors de la solvabilité des entreprises dans ces cas-ci càd de leur capacité à rembourser leurs dettes.

3. Où trouver l'information?

Il faut se procurer la liasse fiscale : document qui comprend au total 18 pages (2 pour le bilan, 2 pour le compte de résultat et le reste ce sont des annexes).

Pour avoir ce document il faut connaitre la localisation du siège social de l'entreprise → document déposé tous les ans au greffe du tribunal de commerce de la ville concernée.

Elles sont aussi disponibles sur internet : info greffes.

Quand on a affaire à des sociétés cotées on peut compléter ces informations car elles publient énormément de documents à leur sujet. Publient en plus de la liasse un rapport de gestion. On peut aussi étudier la presse économique et financière pour compléter l'information avec des données qualitatives qui renseignent sur la situation de l'entreprise.

II. La rentabilité de l'entreprise : analyse du compte de résultat

A. En guise d'introduction : Présentation de l'entreprise

1ère chose à faire quand on commence un diagnostic financier est de présenter l'entreprise à laquelle on s'intéresse.

• L'entreprise comme entité juridique

- Nom
- Forme juridique
- Géographie du capital (appartient à une seule famille? Cotée ou pas ? Indépendante ou dans un groupe?)

• L'entreprise comme entité commerciale

- Nature de l'activité
- Position de l'entreprise sur son marché : analyse stratégique (marché et concurrents)
- Position de l'entreprise dans la chaîne de production-distribution (fournisseurs, clients)

• L'entreprise comme entité productive

- Organisation de la P°
- Portefeuille de produits (un ou plusieurs, produit phare)

• L'entreprise comme entité sociale

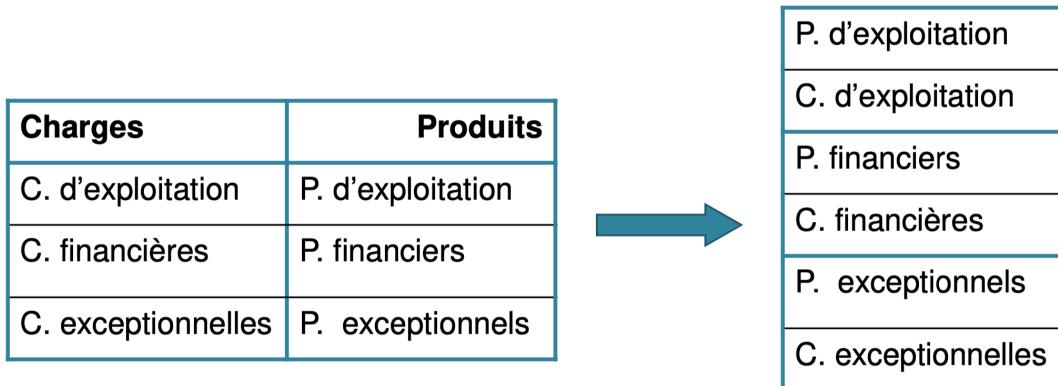
- Ressources humaines
- Effectifs

B. Analyse des résultats à travers les SIG

On va chercher à analyser sa rentabilité en partant du compte de résultat. Mais on ne va pas l'analyser tel quel car c'est un document fiscal. On va chercher à en avoir une approche économique et financière.

On va donc le transformer en un Tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion (TSIG). Le premier signe de cette transformation c'est d'abord au niveau de la forme. On

a les mêmes **6 sous-parties mais organisées différemment**. 1 colonne : tout ce qui est d'exploitation puis financier et enfin exceptionnel.



On va étudier chacun des soldes intermédiaires de gestion. On regarde d'abord le niveau (comment ça varie d'un exercice à l'autre) —> **à travers le temps** (variation annuelle). Puis on va chercher à faire des **comparaison avec des entreprises** de même taille et secteur à partir de sources externes (sociétés d'information financière, banque de France).

Taux de valeur ajoutée = VA / CA pour l'industrie (2015)

	<i>Quartile inférieur</i>	<i>Médiane</i>	<i>Quartile supérieur</i>
de 1,5 M €	34,95	46,28	57,63
De 1,5 à 7,5 M€	28,19	37,98	48,24
De 7,5 à 15 M€	22,63	31,44	40,87
De 15 à 40 M€	19,15	29,30	38,49
Plus de 40 M€	17,78	27,60	36,96

Taux de valeur ajoutée qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaire. Si l'entreprise fait 30 selon sa taille elle fera plus ou moins bien que les autres —> permet de se faire une idée de la performance de l'entreprise. On voit cela aussi avec les quartiles inférieurs et supérieurs.

1. Le chiffre d'affaires :

Tout en haut du TSIG on va calculer le chiffre d'affaire de l'entreprise.

CA = volume monétaire des affaires réalisées avec des tiers à l'occasion de l'activité courante.

Vente de marchandises

+ Production vendue de biens

+ Production vendue de services

= **Chiffre d'affaires net**

- Entreprise commerciale : vente de marchandise
- Entreprise industrielle : production vendue
- Entreprise de services : prestations de service

—> Évaluation en niveau mais aussi en variation

Exemple d'illustration :

	N	N-1	Variation	Moyenne secteur 10.71C en N
Vente de marchandises	25 000	18 000	38,89%	
+ production vendue de biens	260 000	240 000	8,33%	
+ production vendue de services	0	0		
Chiffre d'affaires	285 000	258 000	10,47%	321 758

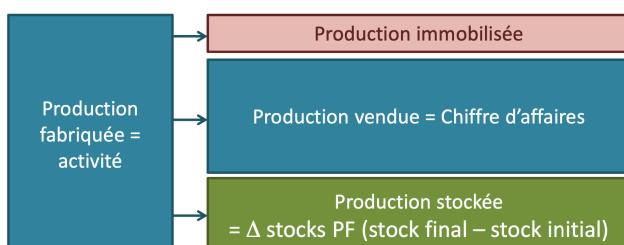
2. L'activité

Chiffre d'affaires

+ Production stockée

+ Production immobilisée

= **Activité**



- Illustration :

	N	N-1	Variation
Chiffre d'affaires	285 000	258 000	10,47%
+ production stockée	0	-100	
+ production immobilisée	0	0	
Activité	285 000	257 900	10,51%

3. Marge brute ou commerciale

Entreprises industrielles et de services → marge brute

Achats matières 1^{ères}

+ Variation stocks matières 1^{ères}

= Achats consommés

Activité

- Achats consommés

= Marge brute

Entreprises commerciales → marge commerciale

Achats marchandises

+ Variation stocks marchandises

= Coût d'achat des marchandises vendues

Activité

- Coût d'achat des marchandises vendues

= Marge commerciale

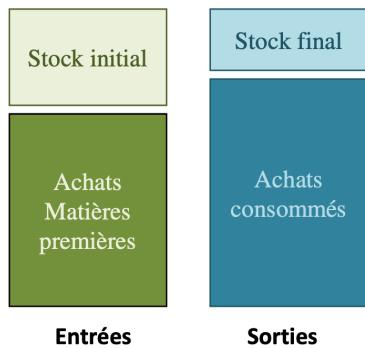
❶ Ici Variation Stock = stock initial – stock final

Achats consommés

= Achats matières premières + variation stock MP

= Achats matières premières + (Stock initial – stock final)

Stock matières premières



Variation positive \leftrightarrow déstockage
 Variation négative \leftrightarrow stockage

- Illustration :

	N	N-1	Variation
Activité			
- Achats consommés	285 000	257 900	10,51%
Marge brute	90 000	92 300	-2,49%
	195 000	165 600	17,75%

Une marge brute est difficile à comprendre si bien qu'on va faire des ratios financiers par le rapprochement de différents postes.

$$\text{Taux de marge brute} = \frac{\text{Marge brute}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

- Illustration :

	N	N-1	Moyenne secteur 10.71C en N
Taux de marge brute	68,4%	64,2%	69,3%

4. La valeur ajoutée

Marge brute ou commerciale

- Autres achats et charges externes

= Valeur ajoutée

AACE = achats en provenance des tiers, sans lien direct avec la production ou non stockés.

$$\text{Taux de valeur ajoutée : } \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

- Illustration :

	N	N-1	Variation
Marge brute	195 000	165 600	17,75%
- Autres achats et charges externes	55 000	68 000	-19,12%
Valeur ajoutée	140 000	97 600	43,44%

	N	N-1	Moyenne secteur 10.71C en N
Taux de valeur ajoutée	49,1%	37,8%	47,7%

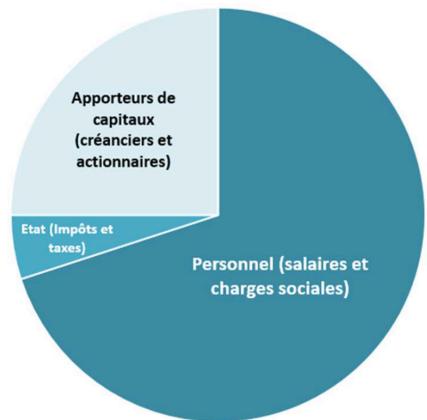
Toujours regarder le niveau, la variation, le secteur.

Le partage de la valeur ajoutée

- Définition économique de la VA : mesure de la richesse créée par l'entreprise
- Définition financière : rémunération des facteurs de P°

La VA sert à payer :

- Le travail (charges de personnel)
- L'État (redistribution)
- Le capital : rémunération des créanciers et actionnaires



5. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)

Valeur ajoutée

- Impôts et taxes
- Charges de personnel (salaires + charges sociales)

= Excédent Brut d'Exploitation

$$\frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

$$\frac{\text{EBE}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

- EBE : résultat résiduel
- EBE : résultat économique de l'activité courante de l'entreprise, avant les choix de prévoyance et les choix financiers

$$\text{Taux de marge brute d'exploitation} = \frac{\text{EBE}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

